

DEBAT NATIONAL SUR L'ECOLE

Domaine : Définir les missions de l'Ecole.

Thème n°1 : Vers quel type d'égalité l'Ecole doit-elle tendre ?

Introduction faite par l'animateur

Si l'école ne peut pas régler tous les problèmes de la société, elle participe à reproduire des inégalités sociales. Nous devons donc nous demander comment l'école peut constituer un recours qui permette à chacun d'échapper à un destin.

1. Certains envisagent d'emblée les limites du débat :

- lettre d'Olivier Domengine.
- Qui lira ce que les rapporteurs écriront ?
- Repousser un peu plus loin notre propre responsabilité est une erreur, on se trompe si on considère que tout est déterminé dès le départ.

2. D'autres pensent que la question du renouveau est possible :

- L'égalité des chances (sur le plan matériel et non psychomoteur) à l'école est en rapport avec les problématiques de la Société.
- L'objectif de l'école est-il d'atteindre un niveau de connaissances ou d'entrer dans le monde professionnel ?
- Valoriser les meilleurs n'est-ce pas contribuer à une forme d'individualisme ?
- Le choix entre polytechnique et menuiserie n'est pas inégalitaire ; c'est la société qui propose ce jugement de valeur.
- « L'égalité de tous » signifie que l'élève peut ne pas être bon en classe et avoir sa propre réussite. C'est à la Société à changer ses valeurs pour revaloriser certains métiers. Au Collège Jeanne d'Albret, le modèle dominant est la seconde générale et non la voie professionnelle.
- Certains élèves vont en LEP sans pouvoir choisir leur orientation.
- Mais peut-on choisir très tôt ? Certains choisissent leur métier tard.
Le problème est que l'on ne répond aux problèmes que par des enveloppes budgétaires alors qu'on ne peut pas répondre à tous les problèmes par de l'argent.
- Ce n'est pas parce que l'école a dit qu'on était « mauvais élève » que notre vie est ratée. Mais il y a deux choses :
 - En matière professionnelle, les formations existantes, sur place, induisent les choix des élèves.
 - Les cartes scolaires sont telles que la mixité n'est pas réelle.
L'égalité, c'est d'abord une mixité pour tous dans la ville.
- L'hétérogénéité des classes ?
La liberté n'est-elle pas d'avoir accès à l'enseignement ?
L'hétérogénéité est un facteur de développement et permet à une famille de prendre conscience des différences sociales.
- Il faut chercher en quoi on peut être acteur en fonction des moyens donnés, parler plus de qualitatif que de quantitatif.
- C'est aussi un problème de moyens quand un élève de 4^{ème}, qui pourrait aller en 3^{ème} PVP, n'y va pas parce qu'il n'y a pas de place.
- Les ZEP ?
C'est un échec car les élèves sont sortis plus faibles. Donc il faut former les enseignants et changer les méthodes de travail.
- C'est un couvercle pour conserver la paix sociale.

- Ce n'est pas parce que la formation professionnelle est d'actualité qu'il faut oublier les savoirs fondamentaux. Par exemple, un élève qui devra acheter un ordinateur devra être capable de comprendre pourquoi les prix sont différents. Un élève ne peut pas avoir accès au raisonnement si les savoirs fondamentaux (lecture, écriture) ne sont pas installés.
Ces savoirs participent à une conscience de citoyen.
- L'objectif est de permettre à chacun de développer son sens critique et politique.
- La «discrimination positive» trouve ses limites car elle maintient les problèmes qu'elle est censée combattre.
- Cette expression commence à être utilisée mais il faut la refuser.
- L'Ecole, c'est le bastion de défense des valeurs qui n'existent plus ailleurs.

Thème n°2 : Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités.

1. UN CONSTAT : Présence croissante de la violence et des incivilités dans les établissements.

L'accord de la communauté éducative est unanime sur ce fait, mais :

- Il existe, selon les établissements, différentes formes de violence (des élèves entre eux, des élèves envers les enseignants, de certains parents envers les enseignants, etc....) et une gradation de cette même violence et des incivilités.
- Des exagérations, des extrapolations sont parfois opérées par les médias.

Nous remarquons que des valeurs fondamentales, comme la politesse et le respect, ne sont plus toujours admises ni partagées, et ce quelle que soit l'origine sociale des parents, et que ces valeurs ne sont pas celles que met en avant la société.

Cependant, la situation étant ce qu'elle est, il faut en tenir compte, et il est nécessaire, au moins à titre préventif, d'être attentif et de remédier jusqu'aux «petites» incivilités.

2. ORIGINES DE LA VIOLENCE ET DES INCIVILITES DANS L'ECOLE

- a) L'Ecole est le reflet de la violence présente dans la société (médias, «guerre économique», etc....
- b) Difficultés familiales :
Les problèmes vécus par les parents peuvent rejaillir négativement sur le Comportement de leur enfant.
Cependant, nous avons conscience que beaucoup de parents en difficulté ne « démissionnent » pas mais doivent être aidés.
- c) Difficultés propres à l'élève :
 - Son échec scolaire.
 - Son manque d'éducation, causé parfois par l'irresponsabilité de certains parents.
 - La lourdeur de l'emploi du temps et du programme scolaire que certains élèves n'assument pas toujours facilement.
 - Le désintérêt de certains parents pour la scolarité de leur enfant.
- d) Discours dévalorisant de certains parents sur le système éducatif et les enseignants.
- e) Difficultés liées au système éducatif lui-même

3. **Questionnement autour de la violence :**

- La société est-elle la seule responsable ?
- Les sanctions règlent-elles la violence ?
- Le système éducatif ne serait-il pas lui aussi violent en lui-même, par l'esprit de compétition qu'il induit, par le système du collège unique qui ne prend pas en compte l'hétérogénéité des niveaux scolaires et des situations personnelles ?
- Les enseignants savent-ils répondre aux différentes situations de manière appropriée ?
- Connaît-on suffisamment les pédagogies alternatives en vigueur dans certaines écoles expérimentales ?

4. **SOLUTIONS POSSIBLES POUR LUTTER EFFICACEMENT CONTRE LA VIOLENCE ET LES INCIVILITES :**

Préambule : L'Ecole ne peut pas toute seule tout résoudre. Elle n'est qu'un maillon.

a) **Un lien accru avec les relais extérieurs :**

Parce que l'action de médiation dépasse souvent nos limites : avec les services éducatifs, les pédopsychiatres, les services sociaux, etc....

b) **Une refonte de l'emploi du temps ?**

Certains enseignants pensent que la lourdeur quotidienne de l'emploi du temps peut être un facteur de génération de violence et ne permet pas la pratique d'activités extra-scolaires épanouissantes pour les élèves.

Mais l'exemple allemand n'est pas probant et pose le problème social du travail des mères.

c) **(Re)tisser un véritable dialogue avec les parents :**

1) **Par le biais d'intervenants extérieurs.**

2) **Au sein même de l'établissement :**

Le dialogue n'intervient souvent qu'au moment des difficultés. Il faudrait instaurer des contacts au quotidien «dédramatiser». Les rencontres, pour inciter à venir au collège les familles concernées, que souvent, nous ne voyons pas.

➤ **Solutions possibles :**

- Les Commissions de synthèse (déjà opérantes et efficaces dans notre collège).
- Participation accrue des parents au Foyer socio-éducatif, à la Journée portes ouvertes et aux sorties pédagogiques.
- Faire venir les parents au collège pour retirer les bulletins trimestriels ?
- Participation active des parents à l'éducation, à l'orientation.
- Création d'un conseil de parents représentatifs pour apporter une aide aux familles en difficulté.

-
⇒ Les trois priorités pour l'École :

- 1) Créer du lien social avec les parents.
 - 2) Création d'un conseil des parents.
 - 3) Une exploitation accrue des relais extérieurs.
-

Thème n°3 : Faut-il redéfinir les métiers de l'école,

I. Rôle de l'enseignant :

La clarification du rôle de l'enseignant est à revoir en permanence car la société évolue et les élèves changent. Elle permettrait à l'enseignant de se concentrer sur son enseignement et de passer le relais à d'autres membres de l'équipe éducative selon les problèmes rencontrés.

La formation des enseignants est remise en question de façon unanime. L'IUFM et les inspecteurs sont trouvés en décalage avec la réalité du terrain. Il faut passer d'un savoir théorique à un savoir enseigner. Le CAPES évalue un savoir et non une pratique. Les futurs enseignants de SEGPA grâce aux textes référentiels prennent connaissance de la réalité du terrain. Cette pratique n'existe pas pour les autres stagiaires IUFM.

L'aide aux nouveaux professeurs devrait passer par le développement du tutorat et sur un temps plus long.

II. L'équipe pédagogique voire éducative :

Un établissement ne peut pas faire l'économie d'un travail en équipe.

Tous les professionnels présents dans l'école ont leur rôle à jouer (atoss, vie scolaire, médical, social, administration...). Cette concertation demande des temps de réunion à prévoir dans les emplois du temps de chacun (cf. en SEGPA). Elle demande aussi pour une meilleure efficacité, une stabilité des personnels. La vague de précarisation lamine cette cohésion.

III. Le rôle du Chef d'établissement :

L'importance du Chef d'établissement est reconnue. Afin d'éviter un abus de pouvoir ou une solitude extrême, il conviendrait de l'entourer d'un groupe de partenaires ou comité de pilotage pour statuer sur des décisions collégiales (DGH projet d'établissement – projets à accompagner...).

Il va de soi que l'augmentation du nombre de personnels précaires non formés contribue au malaise de l'École.

L'interrogation posée à la question 21, faut-il développer les métiers de l'éducation et de la vie scolaire (orientation, surveillance, santé et social, inspection, administratif et ouvrier) ? a été reçue comme une véritable provocation puisque ces derniers temps tout a été fait pour freiner ce développement qui se révèle être indispensable : ce que les propos ci-dessus ont démontré.

Conclusion : 3 points forts

- maintenir chaque acteur au sein de l'école
- limiter la présence de personnel précaire
- redéfinir la formation de l'enseignant.

De nombreux enseignants du collège Jeanne d'Albret, invités au débat national sur l'école vendredi 05 décembre 2003, ont décidé de lire la déclaration préliminaire ci-dessous en début de séance et demandent à ce qu'elle soit jointe au compte-rendu.

Lorsque, au printemps dernier, parents et enseignants étaient dans la rue pour réclamer l'ouverture d'un débat et de négociations, le gouvernement a refusé de les entendre. Aujourd'hui, les problèmes sont toujours là et même aggravés pour certains :

- **En Sciences Physiques : 4 professeurs en 2 mois sur un même poste ! Même Albert (dans un célèbre tract) n'en avait prévu que 3... et sur un an !**
- **4 ou 5 personnels TOS ne sont pas remplacés depuis plus d'un mois (depuis pour certains). Face à la surcharge de travail ils ont choisi de s'abstenir de débattre aujourd'hui et sont à leurs postes en ce moment.**
- **Remplacement d'une MI-SE : le CA vote son remplacement par une assistante D'éducation. Depuis, le Rectorat crée une nouvelle sorte de précarité et le contrat n'est pas celui d'une A.E.**
- **En musique : logique de marché. La vacataire de rentrée change d'établissement... L'offre étant meilleure ailleurs.**
- **En F.L.E. : le poste de titulaire appartient aux Lettres modernes, les remplaçantes Proposées par l'Académie sont des professeurs d'Allemand ! L'Inspecteur d'Académie a donc répondu à la question 3, en redéfinissant le métier d'enseignant et surtout en mettant déjà en place la polyvalence. On rentabilise sans discernement les ressources humaines (où est la qualité ?).**
- **Les Copsy et les médecins scolaires sont en sursis (70 suppressions de postes de Copsy sont programmées).**
- **L'Inspecteur d'Académie a, dans une note récente, indiqué que les heures de vie de Classe et certaines HSE ne seront pas rétribuées cette année : quelle légitimité pour ces interventions obligatoires...**

Aussi, nous savons que ce débat n'est qu'une mascarade :

- **par les déclarations ministérielles sur les solutions gestionnaires et non pédagogiques,**
- **par les témoignages des responsables attestant de l'existence d'un texte déjà rédigé et qui n'attend qu'une justification,**
- **par un budget 2004 qui programme 1 500 suppressions de postes,**
- **par le refus de revenir sur des choix contestés par tous (assistants d'éducation),**
- **par l'expérience des débats précédents,**
- **par la formulation des questions qui induisent des réponses qui visent à casser les statuts, à développer l'autonomie des établissements par la concurrence entre eux, et à régionaliser le service public d'éducation.**

Que pensez-vous de ce système pour vos enfants ?

En ce qui nous concerne, nous ne cautionnerons pas ce faux débat.